

L'Écologie commence à l'école

Article by Edouard Gaudot

March 2, 2021

L'école est une expérience partagée par tous. Nous avons tous été formés par notre passage dans le système éducatif. Pourtant, malgré l'importance centrale de l'éducation, la question du sens de l'école, de sa place dans la formation de notre individualité et son utilité réelle aujourd'hui reste globalement négligée. Dans un monde en plein bouleversement – social, climatique, numérique – il est urgent de se demander à quoi doit correspondre la mission scolaire d'instruire, d'éduquer, de socialiser. Comment l'école peut-elle préparer les adultes de demain aux nombreux défis auxquels ils et elles seront confrontés ? Telle est la question de départ de *Dessine-moi un avenir (plaidoyer pour faire entrer le XXIème siècle dans l'école)*, publié chez Actes Sud. Nous nous sommes entretenus avec Edouard Gaudot, co-auteur aux côtés de Rodrigo Arenas et Nathalie Laville, à propos des enjeux majeurs des systèmes éducatifs d'aujourd'hui et la place de l'école dans la pensée de l'écologie politique.

Green European Journal : Votre livre part de l'affirmation selon laquelle le projet politique original de l'enseignement scolaire en France est aujourd'hui dépassé. Pourquoi ?

Edouard Gaudot : Notre analyse de la crise scolaire en France est qu'elle n'est pas uniquement liée aux questions de moyens, de personnel ou de formation, mais qu'elle vient fondamentalement d'un dépassement historique de son projet d'origine. Le projet de l'école républicaine dans lequel nous sommes tous aujourd'hui formés en France s'est formulé à la fin du 19e siècle, au moment très particulier de la construction de la République française avec la Troisième République. Le principal souci de cette école républicaine est de lier d'un côté la mission universaliste des Lumières dont elle se revendique l'héritière : les droits de l'homme et du citoyen, l'émancipation par la culture, le savoir, la connaissance et évidemment la raison. De l'autre côté, elle a un projet politique vital qui est celui de l'enracinement de la République dans la nation, et la défense de cette République vis-à-vis de ses ennemis, intérieurs (l'Eglise) et extérieurs (l'Allemagne). Le problème contemporain, c'est que notre école repose encore sur ce modèle-là, qui a été dépassé par plein de choses : le changement démographique, la massification et la démocratisation de la culture, l'Europe et la mondialisation, la composition de la société française et enfin sa maturité. Notre société n'est plus du tout adaptée à cette école.

L'éducation est de plus en plus reconnue comme un clivage politique dans de nombreux pays. En quoi la polarisation de la société française et la distance des élites observables dans des mouvements tels que les gilets jaunes sont-ils liés aux problèmes du système éducatif français ?

Il y a à la fois une grande réussite et un paradoxe dans cette réussite. La grande réussite scolaire, c'est que nous sommes à une époque de l'histoire de l'humanité, et ça ne concerne pas que la France mais l'ensemble du monde développé, où jamais nous n'avons atteint individuellement un tel niveau de connaissances générales. On peut toujours dire que le niveau baisse, mais aujourd'hui même les plus ignorants ont un niveau de connaissance supérieur à celui des ignorants de jadis. Ça veut dire qu'il y a une émancipation intellectuelle et qu'il y a de plus en

plus de gens qui pensent “par eux-mêmes” même si c’est parfois pour aboutir à des absurdités comme « la terre est plate ». Quand des gamins reviennent avec des idées complotistes sur Internet, ils ont eu une démarche de « scientifiques » : ils sont allés chercher la connaissance, même à une source frelatée.

*L’école a à la fois rempli sa mission chez nous et ailleurs,
mais n’est pas capable de nous préparer à la mission
suivante, qui est celle d’être autonome dans notre autorité.*

Il y a beaucoup de facteurs derrière la grande crise de confiance avec les institutions et l’une d’entre elles est bien sûr liée à l’école. En tant que citoyens nous ne croyons plus collectivement la parole de l’autorité. Nous mettons en doute les institutions et les pouvoirs. C’est à la fois une très bonne chose et quelque chose d’extrêmement délicat, parce que quand on remet en cause l’autorité, il faut soit être capable de lui substituer sa propre autorité, soit lui substituer des autorités de rechange. Mais ça peut justement être un mollah sur internet, un gourou spirituel, ou un site conspirationniste. C’est là où ça devient intéressant : c’est que l’école a à la fois rempli sa mission chez nous et ailleurs, mais n’est pas capable de nous préparer à la mission suivante, qui est celle d’être autonome dans notre autorité.

Ensuite, la polarisation autour de l’éducation est aussi liée au mouvement d’émancipation culturelle des élites. Toutes les études démographiques soulignent qu’on a aujourd’hui un gros tiers de la société qui a fait des études supérieures et qui peut donc rester dans une forme d’entre-soi. Or, si l’école ne répond plus à une distribution générale et équitable du savoir et des moyens d’y parvenir, c’est aussi parce qu’une partie de la société a fait sécession en quelque sorte. Ce qu’on a observé avec les Gilets Jaunes par exemple et aussi avec d’autres manifestations ponctuelles : une partie de la population s’estime méprisée et négligée, et elle n’a pas tort, par ceux qui détiennent l’éducation et le savoir – et le pouvoir. Elle a elle-même suffisamment d’éducation et de savoir pour le ressentir, pour voir la différence et pour considérer que c’est une atteinte à sa dignité – et elle a raison. Mais elle n’a pas les moyens politique et culturels pour combler ce fossé.

Cette sécession implique que la promesse de l’éducation, l’idée que chacun recevra une éducation qui les équipera pour réussir, ne fonctionne plus.

La méritocratie est la promesse. C’est comme le paradis des catholiques : si tu ne fais pas de vagues, que tu fais bien ce qu’on te demande et que tu respectes bien les autorités, alors par ton travail et tes œuvres, tu pourras t’élever. Or, l’expérience, la sociologie et le bon sens nous enseignent que c’est faux. Cette promesse méritocratique, qui a fait illusion dans les années 60 avec le plein emploi et la croissance, aujourd’hui se heurte au mur des inégalités.

C’est là-dessus que l’école achoppe. On a une école qui dit aux élèves de travailler pour avoir un diplôme et trouver un job, alors que la situation économique et l’expérience immédiate de ces gamins, leur montrent que c’est faux : ils voient les parents au chômage ou dans les emplois déclassés, ils voient les discriminations, ils savent pertinemment qu’ils ne vont pas au Louvre comme les jeunes bourgeois parisiens. Ils savent très bien que, même s’ils courent très vite, ils ne courront jamais assez vite pour rattraper ceux qui sont partis avec un temps d’avance.

Donc le projet politique de l’école se trouve dépassé et sa promesse de méritocratie ne réussit plus. Vous commencez le livre en citant Greta Thunberg qui rappelle une promesse peut-être encore plus grande, celui de l’avenir. Greta nous a posé la question: pourquoi aller à l’école s’il n’y a pas d’avenir ? Votre livre dit pourtant que l’éducation et l’école peuvent nous sortir de l’impasse. Comment ?

Notre constat est que ce que nous appelons « la crise de la conscience scolaire », vient du fait que collectivement notre société ne pose jamais la bonne question quand il s'agit d'école. Tout le monde, quand il s'agit de la réformer, cherche à adapter l'école à un nouvel environnement, mais en en préservant le squelette et la grammaire. Dans le livre, nous défendons l'idée qu'il ne s'agit justement pas d'adapter l'école mais de la refonder. On ne peut pas adapter l'école telle qu'elle est aujourd'hui à un monde qui ne correspond plus aux questions qu'elle posait. On doit introduire les questions que le monde nous pose aujourd'hui à l'école. Il faut poser la question que Greta pose : « pourquoi aller à l'école s'il n'y a pas de futur ? ». Et donc : qu'est-ce qu'on va apprendre à l'école : un métier, une socialisation, des connaissances générales ?

Il est évident qu'aujourd'hui, à l'heure de la bibliothèque internet universelle, les connaissances peuvent s'acquérir partout y compris en dehors de l'école. Le métier peut aussi bien s'apprendre par un tuto YouTube (même si pour un chirurgien ça reste un peu compliqué), dans les entreprises ou ailleurs. Alors il nous semble que l'école doit surtout servir à préparer nos enfants à faire face à un monde qui n'a plus rien à voir avec celui que leurs parents ont connu.

*On ne peut pas adapter l'école telle qu'elle est aujourd'hui
à un monde qui ne correspond plus aux questions qu'elle
posait.*

Il y a trois éléments sur lesquels nous avons bâti ce que nous pensons être nécessaire dans le fait de repenser l'enseignement. Le premier, c'est celui du vivant. On ne peut plus aujourd'hui étudier la biologie ou la géographie sans prendre acte à la fois de l'effondrement du vivant et du bouleversement du changement climatique. Mais on ne traite pas ça simplement en rajoutant un chapitre en sciences naturelles ou en histoire-géo, c'est plus profond. Il faut repenser tout notre rapport au vivant, au cœur des matière et au cœur de l'école. Pour prendre un exemple concret, nous sommes convaincus qu'à l'école il faut apprendre aussi à jardiner ; non pas pour faire pousser des géraniums, mais pour comprendre les liens énergétiques et scientifiques qu'il y a entre la graine, la terre, le climat, la patience et le temps, les conditions de développement – et l'écosystème.

Le deuxième élément fondamental sur lequel l'école doit se refonder, c'est le numérique. Nous appelons cela « le virtuel » dans le livre. Le numérique est une langue et un univers qui n'est ni distinct ni semblable à celui dans lequel nous vivons. Le off- et le on-line constituent un continuum. Le virtuel bouleverse à la fois nos rapports humains, au monde, à la démocratie, à l'espace public, à l'éducation. Notre crainte est que l'école ne serve plus qu'à fournir les valets de la « start up nation » : une poignée de gens qui ont réussi à créer leur chemin dans cette nouvelle économie, et tous les laissés-pour-compte qui vont se retrouver à faire du Deliveroo, à conduire des Uber, garder les enfants ou à nettoyer les locaux des nouveaux maîtres de l'économie. Si on n'est pas capable d'anticiper les bouleversements numériques à la fois dans le monde du travail, dans le monde politique et évidemment dans le monde de nos relations, on va se retrouver avec encore plus de polarisation, de séparations et d'inégalités.

Le troisième, c'est l'interdépendance, « les liens ». Aujourd'hui, il y a plus que les libertariens pour dire qu'on a pas besoin de la société et qu'on se fait tout seul. Le mythe du self-made-man, tout ça c'est fini. On doit détruire ce mythe pour lui substituer une autre histoire, qui est celui de la connexion, c'est-à-dire la description de nos interdépendances. Et il faut aussi apprendre cette interdépendance à l'école, non seulement entre les pays, entre le virtuel et le vivant, mais aussi entre nous et l'autre – c'est la condition de l'apprentissage du respect.

Quelles sont les implications pour la méthode d'enseignement ? Comprendre le monde virtuel, ce n'est pas juste apprendre le HTML. Apprendre le vivant ce n'est pas juste apprendre le jardinage.

Le changement du contenu de l'enseignement s'accompagne nécessairement d'une modification de la pédagogie et de la méthode. À partir du moment où on apprend le vivant, on va pas apprendre la biologie, la géologie, la géographie, la chimie : on va plutôt apprendre les liens entre tout ça et on va changer le rapport à la matière. C'est pareil pour le code et, comme notre post-facier Bernard Stiegler, nous sommes d'ardents défenseurs de l'apprentissage du code à l'école.

Ensuite, il y a évidemment de choses majeures à changer. La première, c'est le mode de recrutement de nos enseignants parce que ça va changer la méthode de l'enseignement aussi. En France, les enseignants sont recrutés par le système des concours publics. La sélection est faite sur l'érudition académique, la maîtrise des programmes et des disciplines. Il y a souvent un décalage entre le niveau de maîtrise de la matière acquis par les enseignants et le niveau requis dans la classe. Nous voulons *make our teachers great again* (sic). Il faut donc changer le recrutement, mieux payer nos profs qui sont très mal payés en France, il faut organiser leur carrière pour qu'ils ne soient pas prisonniers de l'école et donc que ce soit des enseignants véritablement dotés d'une expérience de vie autre que celle qu'ils ont acquis dans leurs études ou leur famille. Nos profs doivent être bien plus que des élèves qui connaissent bien le programme, ils doivent être de véritables guides – Heidegger parle de « bergers de l'Être ».

Quelle place pour les nouvelles pédagogies éducatives dans tout ça ?

Même si elles sont importantes pour la prise de conscience, les nouvelles pédagogies comme Montessori ou Steiner ne sont que des réactions aux rigidités du système. Mais ce n'est pas juste un match entre système traditionnel ou nouvelles pédagogies : on a besoin de repenser notre rapport à l'enfant. Dans notre société occidentale, l'enfant est un « petit sauvage ». Soit c'est le "bon sauvage" à-la-Rousseau, donc il faut le laisser être, vivre, et se trouver comme le prônent les pédagogies alternatives. Ou alors, l'enfant est un être sauvage par nature, qu'il faut donc dresser, dompter, civiliser – à-la-Emmanuel-Kant qui a énormément inspiré l'école républicaine.

Mais l'enfant n'est ni un bon ou mauvais sauvage, l'enfant est une personne. Rien que changer notre rapport à l'enfant et y reconnaître une personne qui a des droits et qui a besoin d'apprendre (mais les adultes aussi ont besoin d'apprendre) permettrait de changer les choses. Car en finir avec cette rupture entre l'enfance et l'adulte, même avec cette période prolongée de l'adolescence, ça veut dire changer notre organisation scolaire : la façon dont la classe est organisée, dont la discipline est appliquée, changer même les locaux de l'école qui ressemblent parfois vraiment à des casernes.

Dans *The Fifth Sacred Thing*, Starhawk décrit un système scolaire qui se passe principalement sur le terrain, dans la nature mais pas seulement, dans des lieux particuliers. Par exemple, ils visitent leurs lieux de mémoire avec tout un parcours d'apprentissage. Nous pensons qu'il faut un système d'éducation qui allie à la fois le savoir et le faire, qui ne se contente pas de donner les théories et les techniques, mais les relie.

Quel rôle pour les enfants, les parents, et toutes les personnes autour de l'école qui ne sont pas nécessairement des enseignants ?

Ça va avec. Il y a une évidente continuité de la communauté éducative. Pour prendre un exemple, dans les sociétés dites « primitives », qui ne sont pas un idéal mais qui sont un très bon miroir de ce que nous sommes devenus, la communauté villageoise assume la continuité de l'éducation – que ce soit les chasseurs qui enseignent comme chasser ou les cuisiniers qui apprennent à traiter la nourriture. Notre école est la production de notre réflexe de séparation. Nous avons une culture de la coupure, entre le privé et le public, le laïc et le religieux, la nature et la culture, l'enfant et l'adulte, l'homme et la femme, la droite et la gauche. Le travail de l'école devrait être de relier.

Les différents éléments de la communauté éducative pour

*que l'éducation ne soit pas simplement un moment de la vie
mais qu'elle se fasse tout au long de la vie.*

C'est pour cela que nous ne voulons pas « faire entrer l'école dans le 21^e siècle » : on veut « faire rentrer le 21^e siècle dans l'école ». Le 21^e siècle, c'est l'écologie, c'est un autre rapport à soi, à la société, au monde et aux hommes et aux femmes, et on veut que ça rentre dans l'école. On veut qu'elle en soit changée et devienne à la fois un lieu privilégié, c'est-à-dire un lieu légèrement protégé, et une matrice ouverte dans laquelle les différentes influences peuvent se faire. Alors évidemment c'est un peu théorique, on ne peut pas avoir les parents qui débarquent dans la salle de classe, ou qui prennent à partie le corps enseignant ; mais on ne peut pas avoir non plus le corps enseignant ou l'administration qui rejettent les parents en leur disant « laissez-nous faire ». Il y a tout un travail de reliance entre les différents éléments de la communauté éducative pour que l'éducation ne soit pas simplement un moment de la vie mais qu'elle se fasse tout au long de la vie. Tout ce que nous disons sur l'école et les politiques éducatives, c'est une révolution politique que nous proposons. Ce n'est pas un livre de pédagogie, c'est un livre politique sur l'école.

Concernant la dimension politique, j'aimerais faire un parallèle avec le Royaume Uni. Au Royaume-Uni, les réformes qui ont laissé plus des possibilités aux communautés et des parents à gérer et même bâtir des écoles ont été associés à une forme de privatisation souterraine. Est-ce que apporter les communautés à l'école, et donc d'assouplir la mission politique républicaine et universaliste, risque que des influences externes conduisent à encore moins d'égalité et d'opportunités entrant à l'école?

Absolument, mais c'est déjà le cas. Est-ce qu'on a affaire à la fin de l'universalisme de l'enseignement, par exemple avec plus d'autonomie ? La réponse est que de toute façon on voit déjà la fin de l'universalisme républicain français. La différence avec la Grande Bretagne est que ça ne se fait pas en fonction de l'autonomie des écoles mais en fonction de la territorialisation. Aujourd'hui, entre une classe de 5^e d'une école républicaine en centre-ville urbain à Paris, Bordeaux ou Lyon et une en banlieue périphérique ou en zone rurale, il y a déjà une rupture d'égalité très forte. D'abord la sociologie est différente, l'environnement socioculturel est différent et les conditions matérielles aussi. Alors les parents vont parfois essayer de contourner la carte scolaire. Et s'ils n'y arrivent pas, ils iront rechercher l'excellence et la méritocratie dans le privé.

Aujourd'hui le privé est la réponse à l'échec de la promesse républicaine.

Il passe par deux choses : l'enseignement privé ou alors le marché des petits cours d'accompagnement. C'est un marché en plein boom et la pandémie et le premier confinement ont mis au jour et accentué les différences culturelles et les différences de moyens technologiques entre les familles. On a vu l'explosion des petits cours ces dernières années parce que les parents se sentent dépassés, ils veulent le meilleur pour leur descendance, mais ils ne sont pas capables de suivre les cours de leurs gamins ; et puis ils ont aussi leur boulot et leur maison à gérer. C'est une privatisation à la Chomsky, le service public ne fonctionne plus parce qu'on lui en a retiré les moyens, alors on se tourne vers les services privés.

Reconnaissant ces dynamiques inexorables, votre livre lance un débat politique autour du sens de l'éducation. Pourquoi selon-vous ce débat est-il absent aujourd'hui?

L'école est un projet politique au long cours qui ne peut pas s'accommoder de postures politiques à court terme. Quand on a une politique éducative aujourd'hui, ça ne peut pas être pour les cinq prochaines années, mais pour les vingt prochaines années. Or, la plupart des réformes sont des petites réformes d'adaptation, même quand ce sont des réformes ambitieuses. C'est la raison majeure pour laquelle nous insistons qu'il y ait un débat politique sur l'école, non pas sur « comment sauver l'école », mais comment « faire en sorte que l'école prépare nos enfants à ce

à quoi va ressembler le siècle dans vingt ans ».

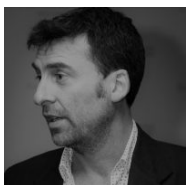
*L'école est un projet politique au long cours qui ne peut pas
s'accommoder de postures politiques à court terme.*

Il y a peu de forces politiques aujourd'hui qui ont un vrai projet éducatif. Les réactionnaires en ont un, c'est le retour aux traditions. Il faut remettre des professeurs avec beaucoup d'autorité, de la discipline, parfois l'uniforme. C'est une militarisation de l'école qu'ils fantasment et c'est un projet anti-éducatif. Selon nous la seule famille politique qui a encore un projet éducatif, ce sont les écologistes. Mais ils ont tendance à négliger cet aspect-là. D'abord pour des raisons de l'histoire de l'écologie politique. Ils ont bâti leurs projets éducatifs dans les années 60/70 et même 80, sur le rejet de l'autorité, sur les pédagogies alternatives, sur la libération de l'enfant, et ça c'est en partie dépassé. Non seulement c'est fait, mais en plus dans certains cas on est allé trop loin, par exemple sur la libération sexuelle.

Et puis les écologistes n'ont pas encore repensé leur projet éducatif. Alors qu'ils étaient très pertinents sur l'école, les écologistes sont progressivement devenus de plus en plus des experts de la lutte contre le changement climatique, de la transition énergétique, de la démocratie participative. Mais ils ont très peu développé leur technocratie de l'école. Quand ils arrivent au pouvoir, que ce soit dans les Länder allemands ou les villes françaises ou les gouvernements, ils s'occupent souvent trop peu d'éducation. Ils le savent, ils le disent, que l'éducation au futur est indispensable. Mais il y a un décalage entre le projet écologiste et la façon dont il se manifeste dans la sphère institutionnelle.

L'école pourrait donc être un moyen de réussir le projet politique de l'écologie au 21e siècle ?

Nous en sommes convaincus. Et c'est pour cette raison que le titre de travail de notre livre était « L'école-logis ». L'écologie est l'avenir. Et elle est l'avenir de l'éducation aussi. Les écologistes doivent réinvestir l'école complètement et pas simplement pour apprendre aux enfants à trier leurs déchets (parce que ça, la Commission Européenne peut le faire). Il faut faire de l'école à la fois l'un de ses piliers, de ses fondements et de ses cœurs – et l'un de ses béliers avec lequel on rentre dans la société du 21e siècle. La décarbonisation de l'économie, elle se fera avec ou sans les Verts. Le défi du 21^e siècle n'est pas l'économie ou la transition énergétique. C'est notre rapport à nous-mêmes, aux autres et à la planète. Les écologistes ont un projet pour ça et c'est à eux de le développer. Et ça passe par l'école.



An historian and political scientist, graduate from Sciences-Po and la Sorbonne, Edouard was a history professor in Sydney, then Grenoble. He worked then as a political advisor to the Greens-EFA group in the European Parliament for 9 years. He wrote *Pour la Planète* (Dalloz, 2009), *L'Europe c'est nous* (Les Petits Matins, 2014), and *Manifeste des écologistes atterrés* (Temps Présent, 2015).

Published March 2, 2021
Article in French
Translation available in English
Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/lecologie-commence-a-lecole/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space. Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.